

MARIGNANA

U VENNARI

26

SITTEMBRE

U SABBATU

27

SITTEMBRE

U DUMINICA

28

SITTEMBRE



avec la participation
de la Mairie



SCONTI PER DUMANE

26 - 27 - 28 Septembre 2025

Sala MAISTRALE

UNE DECOLONISATION INACHEVEE ?

Les rencontres de l'an dernier avaient pour objet de tenter de définir la nature du fait colonial et de quelques-unes de ses variantes, en soulevant en outre un certain nombre de questions concernant ses différents objectifs : profits économiques, extension territoriale, compensation statutaire de pouvoir pour les populations déclassées des métropoles, laboratoire d'expérimentation de certaines formes d'ingénierie sociale qui n'auraient pu se réaliser au sein des métropoles, recherche d'une confirmation de la supériorité du système social du pays colonisateur.... Il avait été remarqué qu'il n'existe sans doute plus beaucoup de manières de comprendre aujourd'hui l'entreprise coloniale à partir d'une sorte de face-à-face prédateur entre les forces de colonisation et des colonisés, désarmés et passifs, soumis à un système de domination politique et d'extorsion économique, quasi-contraints, en outre, de se représenter eux-mêmes à travers le regard négatif du colonisateur.

Les différentes expériences coloniales, malgré leurs effets les plus brutaux (massacres, comme celui, des populations algériennes durant les années de conquête, ou génocides comme dans le cas des Herero de Namibie), semblent avoir été caractérisées comme des formations de compromis, le plus souvent résultats de rapport de force de nature très variable (entre colonisateur et colonisé et au sein même des métropoles entre pro et anti colonisation) et ont débouché sur une tension indépassable entre l'intégration relative et la différenciation, entre l'obéissance et la résistance.

Mais, ces différentes formes de compromis n'ont été que temporaires et la plupart des pays colonisés sont progressivement entrés dans des

formes de résistance plus actives contre les empires coloniaux, depuis la résistance passive jusqu'à l'insurrection armée, et ont conquis progressivement leur indépendance en un siècle, entre 1804 (Haïti) et 2002 (Timor Oriental) : les trois grands empires coloniaux, l'Angleterre, la France et les Pays-Bas, ainsi que différents pays colonisateurs (Espagne, Portugal, Belgique, Italie) ayant dû renoncer à toute souveraineté sur les territoires qu'ils avaient pour objectif d'exploiter et de «civiliser».

Un regard surplombant et sans doute un peu lointain pourrait laisser penser qu'avec la création des différents Etats-nations issus de la décolonisation, le processus est historiquement achevé et représente une période historique close sur elle-même, dès lors que les différents Etats souverains sont désormais représentés dans les instances internationales, signe de leur reconnaissance politique. Mais cela reviendrait à concevoir la colonisation comme un phénomène uniquement défini par l'occupation territoriale et donc par une dépendance de mainmise économique et politique directe du pays colonisé par le pays colonisateur. Or, on peut considérer avec le recul historique, d'une part, que la colonisation ne saurait se réduire un simple schéma de ce type et d'autre part, que celle-ci continue de faire sentir ses effets de multiples manières et à différents niveaux, malgré la souveraineté acquise des différents Etats historiquement colonisés.

En premier lieu, la décolonisation au sens classique est loin d'être achevée et on peut rappeler que selon l'ONU, il existe encore des territoires demeurés sous souveraineté étrangère comme, par exemple, les Antilles néerlandaises (Curaçao, Aruba), des îles sous domination britannique (les Bermudes, Sainte-Hélène, les îles Falkland), alors que se pose la question pour les anciennes colonies françaises comme la Réunion, la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe et la Nouvelle Calédonie, de savoir si elles peuvent accéder à l'indépendance, tout comme les territoires palestiniens colonisés par Israël, ainsi que le Tibet occupé par la Chine.

En second lieu, même lorsque la décolonisation a abouti à une situation d'indépendance avec la construction d'un Etat-nation, elle a engendré, en raison du mode de gouvernement colonial, des problèmes récurrents considérables, à commencer par les problèmes de tracés frontaliers, établis par les administrations coloniales, qui, aujourd'hui

encore, provoquent des tensions entre les États, voire des guerres interétatiques, aussi bien en Afrique qu'au Proche-Orient ou en Asie du Sud. On connaît les conflits frontaliers incessants entre l'Afghanistan et le Pakistan à propos de la «ligne Durand» qui sépare les Pachtounes Afghans des Pachtounes Pakistanais, le conflit permanent entre l'Inde et le Pakistan sur le Cachemire, les conflits complexes du Proche-Orient liés au découpage des cinq zones franco-britanniques selon des accords Sykes-Picot de 1915 ; le conflit frontalier entre le Maroc et l'Algérie, concernant les frontières du Sahara occidental, pour ne prendre que quelques cas exemplaires. On sait aussi que la colonisation de l'Afrique par les empires français, anglais, allemand et belge a abouti à la création de frontières qui ont divisé les ethnies en les distribuant sur des Etats différents (on compte à peu près 177 groupes ethniques qui se sont trouvés répartis sur plusieurs Etats), les éloignant ainsi de leur territoire de chasse et de pêche, et d'ancrage religieux, ce qui a donné lieu à près d'une trentaine de différends concernant les questions frontalières. Malgré le principe «d'intangibilité des frontières» élaboré par l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) en 1964, les conflits, armés ou non, n'en ont pas moins continué entre l'Algérie et le Maroc, le Tchad et la Lybie, le Burkina Faso et le Mali, le Burkina Faso et le Bénin, le Burkina Faso et le Niger, le Burkina Faso et le Ghana...

Le second type de difficulté se rencontre à l'intérieur de presque chacun des Etats nationaux d'Afrique subsaharienne, où différents groupes ethniques, pour des raisons d'accès aux ressources naturelles (comme dans le cas des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs Peul et Dogon au Mali, les pasteurs Hema et les agriculteurs Lendu au Congo), de rapports d'exploitation (Libanais du Nigéria, Indiens de Tanzanie, de Zambie et du Kenya) ou d'accès au pouvoir d'Etat, favorisé par les puissances coloniales qui avaient besoin d'administrateurs auxiliaires recrutés chez certaines ethnies, quand il ne s'est pas agi de déficit de reconnaissance pour les ethnies les plus démunies économiquement et culturellement. On connaît les conflits qui en ont résulté entre les Abudus et les Andanis du Ghana, les Kusasi et Mamprusi du Ghana, les Krahn et Mandingue opposés aux Gio et Mano du Liberia, celui des Touaregs et des Maures du Mali et du Niger, les épurations

ethniques des Hunde, Nyanga, et Tembo à l'égard des Banyarwandas dans le nord Kivu du Congo, et le génocide des Tutsis du Rwanda par les Hutus... la liste de tels conflits est très fournie.

Le troisième type de difficulté, bien que partiellement lié à celui qui précède, en est cependant relativement indépendant, à l'intérieur de chacun des Etats considérés et se manifeste à travers une série de tensions et de conflits permanents non toujours réductibles à des conflits ethniques. Pour aller à l'essentiel, on peut dire que l'on a à faire dans nombre d'Etats décolonisés à l'émergence progressive d'une fracture entre les élites politiques et culturelles des pays colonisés qui ont le plus souvent été formées dans les métropoles coloniales et les classes populaires nationales de ces ex-colonies. Ces élites, qui ont adopté les systèmes de valeurs de type démocratique, ont défendu, organisé et même dirigé les conflits d'indépendance nationale avec des objectifs qui consistaient le plus souvent à défendre des idéologies modernistes de type nationaliste, libérale ou bien socialiste, se sont opposés aux cultures traditionnelles et à la religion des classes populaires, ainsi qu'à l'organisation coutumière des systèmes de production. Il s'est agi de réaliser, le plus souvent, à marche forcée et selon des modes de gouvernement autoritaires (l'armée des ex-puissances coloniales intervient souvent en Afrique pour soutenir les gouvernements africains contestés), des Etats laïcs dotés d'une économie moderne. Ces tensions inévitables, alimentées en outre par des phénomènes de corruption massive et de prélèvement de «rentes» sur la circulation des richesses par les gouvernants, ont engendré, comme le note Michael Walzer, «le ressentiment de ces gens ordinaires, restés attachés à leurs pratiques habituelles, envers ces élites prônant la laïcisation et la modernisation avec leurs idées étrangères, leurs attitudes condescendantes, et leurs projets grandioses». Des pays comme l'Inde, l'Algérie ou Israël, ont ainsi connu des phénomènes de revivalisme religieux, antimoderniste, essentiellement dirigés contre les élites politiques qui, bien qu'elles aient pensé organisé et conduit les conflits de libération nationale, semblent désormais paradoxalement assimilées aux ex colonisateurs qu'elles ont combattus et porteuses de conceptions occidentales de la culture de l'économie et de la société qui ne peuvent être acclimatées aux

croyances et aux pratiques religieuses de ces sociétés.

Le quatrième type de difficulté, relève de ce que l'on a appelé les politiques néocoloniales : on désigne par là la permanence de rapports de domination qui se prolongent malgré l'indépendance des Etats colonisés, au travers de mécanismes économiques qui leur sont largement défavorables et qui se déclinent de différentes manières : exploitation et contrôle des matières premières par des sociétés occidentales (Elf, Total, Areva, Socapam), véritables concessions et détention de monopoles sous couvert, à titre de « produit dérivé », d'assurer une aide au développement compensatoire qui se résout, dans bien des cas, à un financement des groupes dirigeants de ces pays ; accord ou refus de prêts financiers par le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, sous couvert de réalisation d'ajustements économiques et financiers drastiques qui rendent difficile tout objectif de croissance économique; production d'un enrichissement artificiel et limité à des couches sociales privilégiées au détriment des populations, non seulement au plan économique, mais aussi au plan écologique en raison de dégradations environnementales souvent irréversibles.

Telles sont quelques-unes des questions qui pourraient être discutées lors de ces rencontres, soit au travers d'analyses générales, soit à partir d'études de cas particuliers.

Participants :

***José Bové, François Alfonsi, Mehdi Lallaoui,
Selua Luste Boulbina , Jhon Picard Byron,
Yahia Belaskri, Benoît Trépied, Isabelle Lepic,
Gilles J. Martin, Patrick Cerutti,
Christian Lazzeri***

Programme des Rencontres

Vendredi 26 Septembre

Documentaire

* 19 h : « *Kanaky-Nouvelle-Calédonie. La trajectoire du Caillou* »

de Mehdi Lallaoui, auteur d'ouvrages sur l'histoire contemporaine et réalisateur de plus de 45 films documentaires. Ses productions ont pour thèmes les mémoires ouvrières (particulièrement celle de l'immigration algérienne), les mémoires urbaines et la mémoire coloniale.

Le film aborde l'histoire politique de la Nouvelle-Calédonie sur la période allant de mai 2018 (A la veille du 1^{er} référendum d'autodétermination du 4 novembre 2018) jusqu'à mai 2024 (Insurrection de la jeunesse kanak contre le dégel du corps électoral).

« **Kanaky-Nouvelle-Calédonie, La trajectoire du Caillou** », débute, avec des témoins de l'époque, sur l'île d'Ouvéa, épiscentre des affrontements des années 1980.

* 20 h : débat avec le réalisateur et avec la participation de **François Alfonsi**, Maire d'Osani et ancien député européen **José Bové**, paysan syndicaliste et ancien député européen.

En 1975, il s'installe comme paysan sur le Larzac dans le cadre de la lutte contre l'extension du camp militaire. Il est l'un des fondateurs de la Confédération paysanne ainsi que le cofondateur du mouvement alter mondialiste et initiateur de mobilisations contre l'OMC. Il soutient de nombreux combats : il a notamment participé au mouvement pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

suivi d'un apéritif dinatoire.

SCONTI PER DUMANE

Samedi 27 Septembre

Matinée

Présidence : **Patrick Cerutti**

* **10 h 15 : ouverture des Rencontres**

Allocution de Mathieu CECCALDI, Maire de Marignana

* **10 h 30 : « *Les terrains de la décolonisation* »**

Selua Luste Boulbina, *philosophe et politiste. ancienne directrice de programme au Collège International de philosophie, chercheuse associée (HDR) au LCSP de l'université Paris Cité.*

Décoloniser n'a pas partout la même consistance. Il faut distinguer anciennes métropoles impériales et anciennes colonies. Il faut aussi tenir compte du fait que l'asymétrie des rapports n'a pas disparu. Dans l'ordre du monde actuel, les normes internationales demeurent encore largement euro-américaines, une poignée de pays prennent des décisions de portée mondiale. Les difficultés, les entraves et autres obstacles sont donc nombreux, mais différents.

* **11 h : Discussion**

Programme des Rencontres

Samedi 27 Septembre

Matinée

Présidence : **Patrick Cerutti**

* **11 h 30** : « *La décolonisation est inachevée* »

Christian Lazzeri, *professeur émérite de philosophie à l'université de Paris-Nanterre, Ancien directeur de l'équipe de recherche SOPHIAPOL, Paris-Nanterre.*

Les différentes décolonisations ne sauraient se réduire à la conquête de l'indépendance des anciennes colonies devenues des Etats souverains. Elles continuent de produire un ensemble d'effets négatifs, soit sous forme de dommages récurrents dans la coexistence entre ces différents Etats (conflits frontaliers, conflits de partage des ressources, conflits ethniques..), soit sous l'aspect de la transformation des relations de dépendance économique (exploitation des matières premières, accès au prêts financiers, corruption des élites gouvernantes) et politiques (intervention militaire pour soutenir les gouvernements en place, assistance technique de surveillance et de neutralisation des opposants). Permanence du racisme et de la stigmatisation concernant les populations immigrées des anciennes colonies.

* **12 h** : Discussion

SCONTI PER DUMANE

Samedi 27 Septembre

Après-midi

Présidence : **Gilles J. Martin**

* **14 h 30** : « *Comment se décoloniser ? Mannoni, Sartre, Fanon* »

Patrick Cerutti, *agrégé et docteur en philosophie, est Secrétaire de rédaction de la Revue philosophique de la France et de l'étranger et membre de la Rédaction des Etudes corses.*

Ce qui caractérise la pensée du colonisé, affirme Frantz Fanon dans *Peau noire, masques blancs*, est le « sentiment d'inexistence ». Il n'a pas à lutter contre un sentiment d'infériorité, mais contre l'impression d'être relégué dans le non-être. Cette impossibilité d'« être homme, rien qu'homme » aux yeux du colonisateur le contraint à « se créer interminablement », à être son propre fondement. Cette idée de la décolonisation comme effort pour se déterminer dans chacun de ses actes a des accents sartriens et s'est construite en réaction aux thèses pourtant très novatrices que le psychanalyste d'origine corse Octave Mannoni défendait dans sa *Psychologie de la colonisation*. Les *Damnés de la terre* reprendront cependant beaucoup de motifs mannoniens au moment de penser la « désaliénation » comme la création d'un nouvel universalisme.

* **15 h** : Discussion

Programme des Rencontres

Samedi 27 Septembre

Après-midi

Présidence : **Gilles J. Martin**

* **15 h 30** : « *La narration anticoloniale haïtienne et ses ambivalences* »

Jhon Picard Byron, *directeur du Département anthropologie-sociologie de la Faculté d'ethnologie de l'Université d'État d'Haïti (UEH), et professeur à l'UEH.*

Anticoloniale et anti-esclavagiste, la révolution haïtienne s'inscrit dans la modernité. Cependant elle remet en cause le capitalisme naissant et décèle les formes d'un certain romantisme. A partir de Pompée Valentin Vastey, dit baron de Vastey, figure intellectuelle de la période post-coloniale, je tenterai de dessiner plus ou moins les contours d'une pensée haïtienne dont la configuration constitue les lames de fond idéologiques de "la crise contemporaine".

* **16 h** : Discussion

SCONTI PER DUMANE

Samedi 27 Septembre

Après-midi

Présidence : **Gilles J. Martin**

*** 16 h 30 : « *De l'Algérie coloniale à l'indépendance, les conséquences de la décolonisation* »**

Yahia Belaskri, *romancier, nouvelliste et essayiste.*

En 1962, après 132 ans de colonisation marquée par la dépossession des Algériens de leur terre, la brutalisation de leur culture, les massacres de population, le pays accède à l'indépendance après un référendum qui consacre cette voie.

Comment l'Algérie s'est-elle construite au sortir de ce siècle et demi de domination coloniale ? Quel rôle pour l'Etat français dans le processus de colonisation ?

*** 17 h : Discussion**

**21 h 30 : Concert de FADO
avec Daniela Ribeiro
et ses musiciens**

Concert



Daniela RIBEIRO est une jeune femme corse.

Née à Bastia de parents portugais, sa passion pour le chant en général et le fado en particulier lui vient de sa mère. Partie centrale de la culture familiale, le fado résonne en elle de manière puissante et intime. L'accueil de ses premiers pas de chanteuse l'encourage et la pousse toujours davantage.

Les guitaristes qui accompagnent **Daniela** sont des musiciens corses qui se sont imprégnés de cette musique envoutante avec **Nanou BATTESTI** (guitarra portuguesa), **Antoine LUCIANI** (viola) et **Carlo BANDINI** (baixo).

MARIGNANA : salle MAISTRALE

Samedi 27 Septembre à 21 h 30

entrée : 10 €

Programme des Rencontres

Dimanche 28 Septembre

Matinée

Présidence : **Christian Lazzeri**

*** 10 h : « *Comment peut-on décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ?* »**

Benoît Trépied, *anthropologue au CNRS, spécialiste de la Nouvelle-Calédonie.*

Le 13 mai 2024, la Kanaky-Nouvelle-Calédonie a connu un embrasement sans précédent qui fera date. Les dégâts humains, matériels et politiques ont été considérables. Mais surtout, un processus de décolonisation unique dans l'histoire a été brutalement interrompu. Cette conférence voudrait fournir les clés pour comprendre un tel bouleversement. Du peuplement kanak du pays il y a trois mille ans aux colons venus "blanchir" le territoire, de la lutte pour l'indépendance aux accords de paix, l'archipel a connu un chemin d'émancipation singulier et difficile, marqué par de profondes mutations sociales, économiques et politiques. Prendre toute la mesure de cette histoire longue, ainsi que des événements récents, est aujourd'hui indispensable si l'on veut réfléchir à la façon dont le pays pourrait être décolonisé à l'avenir.

*** 10 h 30 : Discussion**

SCONTI PER DUMANE

Dimanche 28 Septembre

Matinée

Présidence : **Christian Lazzeri**

*** 11 h : « Une décolonisation confisquée »**

Isabelle Lepic, *Anthropologue DRCE émérite au CNRS-LACITO-INALCO, Rédactrice en chef du Journal de la Société des Océanistes (JSO).*

Cela fait plus de 40 ans que, face aux revendications indépendantistes, les gouvernements français successifs font des promesses pour décoloniser la Nouvelle-Calédonie et qu'ils reviennent sans cesse en arrière. C'est 40 ans des promesses jamais tenues... face à des mains tendues par les indépendantistes kanak aux loyalistes.

Avec cet accord, on parle à nouveau de décolonisation dans la république ! Mais est-ce possible ? On connaît le rôle de Backes et compagnie avec leurs propositions d'apartheid dans un projet de partition. Les rôles de Macron et de Darmanin ne sont pas mieux car ils écoutent la droite locale. Le projet de dégel du corps électoral de l'an passé présenté par le loyaliste Metzdorf en est l'exemple. Bougival peut être vu comme une interprétation ou un symbole de la casse des 30 ans d'accord avec le référendum de 2021 qui s'est fait sans les indépendantistes.

*** 11 h 30 : Discussion**